

un tort, à moins que les Allemands n'y aient été poussés par la nécessité la plus dure! Ce n'est pas le moment pour établir les responsabilités, mais le temps viendra où tout se payera.»

D'un entretien que Welter eut avec le directeur général de l'Intérieur il résulte que, «pour être agréable aux cultivateurs . . . ses chers protégés . . . M. Eyschen avait révoqué l'arrêté prohibant l'exportation . . . de sorte que tout ce que nous possédons est acheté et exporté par nos commerçants et par les Allemands . . . » M. Braun se plaignait des difficultés de toute sorte qu'il rencontrait et du peu d'appui qu'il trouvait auprès de M. Eyschen qui agissait à sa guise, sans conférer avec les autres membres du Gouvernement.

Quelques jours plus tard, Welter se plaindra des prix fabuleux des pommes de terre et de la viande. «Ailleurs on fixe les prix maxima et on prend des mesures contre l'agiotage et l'accaparement; chez nous on ne fait rien.»

A la date du 15 octobre Welter relate l'arrestation de Jules Fournelle, sous-chef de bureau aux Chemins de fer Prince-Henri. «Nous croyions pourtant que les autorités allemandes, après avoir fait fausse route, en arrêtant un certain nombre de Luxembourgeois qu'ils ont dû relâcher, cesseraient de faire des arrestations arbitraires. Et voilà que cela recommence.»

Welter reproduit in extenso une lettre très digne qu'un chef de compagnie allemand adressa à la «Kölnische Zeitung» pour protester contre la diffusion des «Ulkkarten» dont l'Allemagne est submergée. Mais le docteur craint que ce chef de compagnie ne soit probablement qu'un merle blanc, que la «vox clamantis in deserto .»

Le 21 octobre Welter reçoit la visite d'un représentant des Syndicats allemands, Fuhrmann, venu pour demander son concours pour un ouvrier auquel on a rogné la rente. Welter apprend que les socialistes allemands sont mécontents de la «Parteilitung» et de la fraction du Reichstag dont ils blâment l'attitude lors de la déclaration de la guerre. «Ils ont l'intention de leur demander raison à l'occasion. C'est parce que les choses tournent mal. Si tout allait à souhait, ils ne penseraient pas à critiquer leur attitude. Fuhrmann me dit que les socialistes allemands ont voté les crédits de guerre parce que le Gouvernement allemand les avait convoqués (avec les autres députés) et qu'il avait prouvé que les autres peuples avaient assailli (überfallen) l'Allemagne.»

Le 23 Raymond de Waha, sur le point de se rendre à Cologne, apprend à Michel Welter que M. Eyschen vient de partir avec un conseiller de gouvernement pour une destination inconnue. Raymond de Waha était dans le vrai en supposant que le Ministre d'Etat s'était rendu en Hollande pour y obtenir l'abrogation de la défense d'exportation, but que d'après Welter, M. Eyschen n'atteindra pas. «On sait que l'Angleterre pèse sur la Hollande pour que celle-ci n'exporte rien en Allemagne; si la Hollande faisait une exception pour nous, les marchandises arriveraient à Luxembourg et pourraient être ré-exportées en Allemagne . . . »